

<http://ugtg.org/spip.php?article40>



Ki Fòs ki Lidé ki Chimen Pou Dètòtyé Gwadeloup

- Expressions - Déclarations -



Date de mise en lignedimanche 1er fÃ©vrier 2009

Date de parution14 avril 2000

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

IL s'agissait déjà pour les protagonistes, tous attachés à la mère patrie France, de s'opposer sur le degré d'assimilation à proposer à notre peuple.

D'un côté, les députés CÉSAIRE et BISSOL pour la Martinique, MONNERVILLE pour la Guyane et VERGÈS pour la Réunion, partisans d'une assimilation intégrale, de l'égalité des droits, seule voie pour que nous soyons des Français à part entière et espérer sortir du chaos social et économique résultant du système de domination coloniale.

De l'autre Paul VALENTINO de la Guadeloupe, voulant préserver quelques pouvoirs au Conseil Général et notamment son autonomie financière en refusant la centralisation des pouvoirs par la métropole.

Ainsi donc, entre assimilation intégrale et la préservation d'une relative autonomie, justifiée par "notre spécificité et notre éloignement," le débat est le même. Le résultat risque d'être également le même.

Aujourd'hui encore la petite et la moyenne bourgeoisies, politiquement, économiquement et intellectuellement, en échec et frustrées, dépendantes idéologiquement de la France Coloniale, en constante allégeance au pouvoir central, incapables de penser et de produire de façon authentique, ont confisqué le débat.

Des amendements, qu'elles porteront au schéma du Gouvernement Français au travers des "Institutions de la République" dépendra notre avenir.

II - SÉ KILEN, KILÒT KI FÈ SA !!

A entendre tous ceux qui réclament aujourd'hui l'évolution institutionnelle ou une évolution statutaire, la départementalisation est arrivée à son terme. Et pour faire bonne mesure, ils n'ont pas osé fêter le 54ème anniversaire le 19 mars 2000.

Ainsi les espoirs de 1946, d'égalité et de justice sociales, de société développée, se sont soudainement envolés malgré toutes les adaptations et les lois spécifiques intervenues (départementalisation adaptée 1960, décentralisation 1982, Pons 1986, Perben 1994 ...etc.)

Ceux qui ont soutenu toutes les politiques que les différents gouvernements de la France nous ont concoctées et imposées semblent se réveiller.

Ils se découvrent Français et majeurs. Ils disent avoir les moyens de proposer seul, sans Paris ou par l'entremise d'un Congrès des solutions à toutes nos difficultés.

Ils constatent entre autres que, la départementalisation a :

- ▶ contraint notre société à la dépendance,
- ▶ organisé l'assistanat,
- ▶ détruit toutes nos productions,
- ▶ invalidé les créateurs et producteurs,
- ▶ marginalisé et criminalisé notre jeunesse.

Ils affirment que les entreprises gwadeloupéennes croulent sous le poids des charges et bien évidemment suggèrent le blocage des salaires.

La défiscalisation avec ses effets pervers n'a pas permis de tirer l'économie vers le haut. La loi Perben n'a pas créé d'emploi et les Banques ne soutiennent pas les entreprises.

A les entendre, ils n'ont eu aucun pouvoir, ils n'étaient aux commandes ni des municipalités ni des assemblées locales. La décentralisation ne leur réservait aucune marge de manoeuvre.

Ils n'ont aucune responsabilité dans la fermeture des usines, dans le manque d'eau en Nord Grande-TERRE, dans la dilapidation d'Air Guadeloupe, dans le sous équipement des lycées, dans la pollution de nos rivières. C'est donc légalement et légitimement aujourd'hui en leur qualité d'élus retrouvés qu'ils prétendent encore pouvoir construire une nouvelle Guadeloupe.

Mais peut-on sincèrement confier à cette classe politique cette noble tâche, eux qui ont été si muets et absents chaque fois que le peuple et les travailleurs ont voulu changer leurs conditions, eux qui se sont ligués pour réclamer au Préfet la répression contre les travailleurs grévistes ?

La classe politique guadeloupéenne a perpétuellement agi pour sa propre reproduction.

Toute son énergie a consisté à domestiquer les masses, à contraindre les hommes à agir pour sa propre ascension, à limiter l'action politique collective à la satisfaction de ses intérêts personnels et immédiats.

Elle a utilisé la division, elle a encouragé l'assimilation, elle a façonné la lâcheté et la capitulation, elle a zombifié le peuple de Guadeloupe.

Ne jamais déplaire au pouvoir central, servir le Préfet et l'administration Française, exécuter les directives de Paris, pratiquer et soutenir l'exploitation et la négation des hommes.

Tel a été pour l'essentiel son engagement politique.

Rien d'étonnant, qu'elle soit incapable de déterminer de manière unitaire et désintéressée un nouveau dessein pour notre pays.

Rien d'étonnant qu'elle soit émerveillée par le droit à la parole que la loi D'orientation fait mine finalement de lui accorder.

Rien d'étonnant qu'elle ne bénéficie d'aucune confiance des Guadeloupéens.

III - VÈGLAJ

Qu'est-ce qui distingue la Déclaration de Basse-Terre du Rapport Malo et de la Loi d'Orientation du Gouvernement Jospin ?

Au-delà de l'opposition politicienne, organisant un faux débat entre les différents partisans de la Guadeloupe Française et Européenne, débat qui d'ailleurs s'arrêtera nécessairement à l'occasion des élections municipales prochaines. Tous ces projets voudraient que nos représentants disposent de plus de pouvoir pour organiser notre

vie.

Seulement, tous se limitent avec le soutien d'experts universitaires, à fixer le cadre du changement, à promettre plus de soutien financier aux capitalistes, plus d'assistanat au peuple et organisent plus de défiscalisation.

L'alignement du RMI-Dom sur le RMI Français est la reconnaissance que le chômage et la précarité ne seront pas résolus par leurs Orientations "d'urgence économiques".

L'exonération totale des charges sociales pour les entreprises de moins de 10 salariés et sur les salaires au niveau du SMIC aura pour conséquence le blocage des salaires et des embauches, le développement des licenciements et confortera les patrons dans leur objectif de ne jamais être confrontés à des représentants du personnel par l'atteinte du seuil des 11 salariés. Ce sont là encore des dispositions relevant d'un traitement politicien du chômage puisque les entreprises réellement Guadeloupéennes ne pourront pour autant disposer de crédits d'investissement, seul moyen de développer leur activité et de créer des besoins d'emploi.

Tous prétendent que notre majorité, notre identité, notre authenticité ne pourra s'exercer sans le contrôle de la France et le financement de l'Europe.

Ils poussent le ridicule jusqu'à réclamer les mêmes droits que les nations libres de la Caraïbe tout en restant Français et Européen.

Ils n'ont jamais reconnu que les 50 ans de départementalisation et d'intégration à l'Europe a exclu notre pays de la Caraïbe, a anéanti la créativité, a aliéné notre peuple.

Comment en effet vouloir aujourd'hui se réclamer Caribéen après avoir des années durant utilisé les difficultés des pays de la Caraïbe comme repoussoir aux idées indépendantistes, après avoir dénigré et pourchassé les peuples de la Caraïbe vivant en Guadeloupe, après n'avoir juré que par la France ?

Selon eux, définir un cadre institutionnel est à lui seul un programme politique, et un projet de société.

Quel sera le contenu des programmes scolaires, comment donner vie à notre culture, quel homme Guadeloupéen promouvoir, quelle production soutenir, quel système réglementaire envisager, quels rapports sociaux privilégiés ?

Comment se réapproprier les richesses, comment protéger notre environnement, quelles activités économiques développer, comment enrichir par la formation les hommes ? ...Rien de tout cela.

Comme depuis 50 ans, le débat, l'affrontement des idées, la construction d'idées nouvelles, sont interdits parce que sujets à encourager le séparatisme, et donner raison aux indépendantistes.

IV - FÒ NOU BARÉ VAN A YO !

Ce n'est pas parce que ce débat intéresse simultanément les 4 dernières colonies de la France avec des particularités liées à l'histoire singulière de chacune d'elle que nous devons nous méprendre...

Sachons notamment que le maître du jeu est le même, le pouvoir colonial Français même s'il semble s'exprimer à deux niveaux différents du fait de la cohabitation et des enjeux de politique intérieure à la France.

Les parcours de MARIE-JEANNE et de KARAM sont différents de celui de MICHAUX-CHEVRY. Si la déclaration de Basse-Terre renforce la stratégie du mouvement indépendantiste martiniquais, légitime et popularise les revendications du "Komité Pou Démaré Lagwiyan", réactive la revendication nationaliste en Guadeloupe ; ne nous trompons pas.

Objectif Guadeloupe n'a ni les moyens, ni la volonté de conduire la Guadeloupe à plus d'identité, ni à plus de responsabilité, ni à la souveraineté, et encore moins à l'Indépendance Nationale.

CHYEN PAKA FÈ CHAT.

Les partis politiques de "Gauche" bien évidemment en parfaite harmonie avec QUEYRANNE et JOSPIN se limiteront à n'obtenir que ce que le Gouvernement consentira à leur accorder. La pérennité de leur mandat relooké d'une dimension identitaire et Caraïbienne, en échange de l'énergie qu'ils mettront à mystifier le peuple.

La Bataille Statutaire n'est qu'une bataille de chef.

Que les choses soient claires ! Il s'agit pour la France de garder ses possessions. Elle peut autoriser cependant l'élargissement de ses institutions pour éviter tout débordement de façon bien évidemment à préserver ses intérêts géopolitiques, géostratégiques et commerciaux dans le monde.

La récente initiative de Jacques CHIRAC en direction des Chefs d'État et de Gouvernement de la Caraïbe à l'occasion du CARIFORUM témoignent de cette volonté de la présidence Française et de l'Union Européenne de toujours garder la bonne position par rapport au grand marché qui s'organise dans notre région avec le MERCOSUR et L'ALENA sous le contrôle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Plus d'Europe dans les D.F.A vitrines et ponts avancés de l'Europe dans la Caraïbe, et les intérêts du Capital Européen seront préservés.

En vérité ces déclarations, Rapports et Projets constituent un véritable hold-up contre la démocratie.

Comprendre cela nous permettra d'abord, de dénoncer la mystification en cours et de nous donner des moyens ensuite pour arracher par la lutte les changements politiques, économiques et sociaux nécessaires à la construction d'une autre Guadeloupe.

V - PÈP GWADLOUP DOUBOUT

En fait, l'agitation de la classe politique Guadeloupéenne vise essentiellement à domestiquer le " balan " de changement que les travailleurs par leurs engagements multiples dans les conflits sociaux manifestent.

Ils entendent gagner la confiance des petits entrepreneurs Guadeloupéens vindicatifs que leur politique a "kouyonné" avec la défiscalisation, les zones franches et la loi Perben.

Ils espèrent calmer par des emplois-jeunes, des CES, des promesses d'aides à la création d'entreprise toute cette jeunesse sans travail, diplôme en main qui assiste impuissante tous les jours l'occupation des rares emplois par les Français de France, au nom de la compétence et de l'expérience.

Ils voudraient endormir les travailleurs, museler les syndicats qui tous les jours révèlent leur incompétence.

Le peuple de Guadeloupe qui s'est engagé aux côtés de Pascal SEBASTIEN, contre la répression qui a frappé les syndicalistes, pour arracher Armand TOTO des mains de la justice coloniale, les travailleurs des communes, les lycéens, les riverains de la Rivière de Goyave, les artisans du PACT, les habitants du Nord Grande-Terre ont compris que l'État et ses valets locaux n'entendent dorénavant que le langage de la rue.

Ce nouveau pouvoir qui fait désordre, qui prend "leur" Guadeloupe en otage est la preuve de leur échec, la preuve que tous leurs efforts pour l'assimilation intégrale, la preuve que toute l'éducation de la capitulation entretenue pendant 50 ans n'a pas réussi.

Ce pouvoir populaire manifesté par les mouvements culturels comme AKIYO, VOUKOUM et 50/50, des syndicats comme l'UGTG, est dorénavant l'espoir du peuple, le rempart des opprimés, des Rmistes, des Assédics, des sans-droits.

Un grand mouvement "**a Fòs é Balan**" prend corps, et s'autorise toutes les "impertinences", toutes les audaces, réclame et redonne espoir.

VI-AN NOU PWAN FÒS, AN NOU BAY BALAN POU DÉTÒTYÉ GWADLOUP

Nous l'avons déclaré lors de notre 9ème Congrès. "Sé nou Gwadeloupéyen Ki ké Dètòtyé Gwadeloup"

Le développement économique de la Guadeloupe comme fondement de l'équilibre social et de l'épanouissement des hommes est un leurre si elle ne relève pas d'une stratégie politique révolutionnaire tendant à transformer les rapports sociaux, à rompre avec les liens coloniaux qui nous lient à la France et à combattre les rapports de domination capitaliste.

La paix sociale est contraire aux intérêts des larges masses, à l'impératif de transformation des rapports sociaux.

- ▶ Par la poursuite de la conscientisation du peuple de Guadeloupe
- ▶ Par le renforcement des organisations de masse
- ▶ Par le soutien que nous porterons aux luttes sociales
- ▶ Par l'engagement des jeunes et des chômeurs avec leur organisation dans la lutte
- ▶ Par la qualité des solidarités internationales que nous mobiliserons,

Nous serons capables de réinventer :

- ▶ Un nouvel état d'esprit de nous-mêmes
- ▶ Une nouvelle idée de la Guadeloupe
- ▶ Un nouveau dessein pour l'avenir.

Nous soutenons, comme depuis décembre 1973 que :



- Le peuple Guadeloupéen a droit à l'autodétermination
- Le droit de la Nation Guadeloupéenne à la pleine souveraineté et à l'Indépendance Nationale est inaliénable
- Les intérêts de la classe ouvrière, des producteurs et des créateurs Guadeloupéens ne seront préservés que par leur engagement dans la lutte.

Nous soutenons que :

SEULE LA GRÈVE GÉNÉRALE SUR LA BASE DU PROGRAMME D'ACTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE CONSTITUENT DES MOYENS FONDAMENTAUX QUI IMPOSERONT À LA FRANCE LA NÉGOCIATION D'UN DISPOSITIF DE DÉCOLONISATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DANS L'INTÉRÊT DU PEUPLE ET DES TRAVAILLEURS GUADELOUPÉENS.

Avec DELGRÈS - IGNACE - SOLITUDE ..., la résistance à l'oppression est un droit naturel.

Dans un grand mouvement « a Fòs, Balan é Kréyasyon », nos actions arracheront notamment :

- 1) la promotion de la culture et de l'histoire de la Guadeloupe
- 2) la conception d'authentiques programmes d'éducation populaire, de formation scolaire et universitaire,
- 3) le respect des libertés fondamentales et singulièrement les libertés syndicales
- 4) la construction de rapports sociaux nouveaux basés sur l'entraide, la solidarité, la juste répartition des richesses, le respect des plus démunis, la solidarité entre les générations, la transmission des valeurs fondatrices de notre société
- 5) un projet de développement économique, durable et intégré, décidé après la recherche de toutes nos potentialités, et dans l'objectif d'assurer à tous le droit au travail, de fédérer et de développer la création, de protéger notre environnement.
- 6) La protection de nos terres de toutes les spéculations.
- 7) La conquête des marchés et de la production par des entreprises réellement Guadeloupéennes.
- 8) La gestion cohérente des Transports Collectifs.
- 9) un système de santé privilégiant l'éducation sanitaire et la prévention.
- 10) La mobilisation des jeunes contre les déviances sociales et leur participation à des actions leur garantissant la maîtrise de leur avenir et la conduite future de notre pays.
- 11) La libération de la pensée intellectuelle et de la production artistique.
- 12) La promotion du sport et des loisirs comme moyen d'épanouissement personnel et de construction collective.
- 13) notre reconnaissance en tant que peuple Caribéen.
- 14) L'arrêt du génocide par substitution de notre peuple.
- 15) le financement de tous nos projets par la dette coloniale.
- 16) un cadre réglementaire adapté aux objectifs politiques, économiques, sociaux et culturels que nous élaborerons.

**DANS L'IMMEDIAT, Refusons de laisser les politiciens
"Bwabwa é mantimante" parler et agir en notre nom
Refusons le cirque électoral**

**Que partout dans les villes, les campagnes, les
écoles, les associations, le peuple de Guadeloupe se
lève et envahisse les rues.**

ENSEMBLE DANS LA LUTTE NOUS TROUVERONS
LES MOYENS ORGANISATIONNELS QUI
ASSURERONT LE SUCCES DE CE MOMENT DE
NOTRE HISTOIRE, ÉTAPE DÉCISIVE DE NOTRE
VÉRITABLE ÉMANCIPATION.
AN NOU PWAN FOS,
AN NOU BAY BALAN,
BAY LANMEN, BAY LAYWA,
NOU KE DÈTÒTYÈ GWADLOUP.

LE 14 AVRIL 2000

LE CONSEIL SYNDICAL DE L'U.G.T.G